REVUE DE PRESSE

SUD-OUEST ET CHARENTE LIBRE

DU 15 JUIN 2016

SUD OUEST

Loi travail : le bras de fer continue

SOCIAL De 75 000 à 1 million de personnes à Paris : les chiffres des manifestations d'hier sont très contestés. Deux autres journées d'action sont déjà programmées

PIERRE TILLINAC
p.tillinac@sudouest.fr

Philippe Martinez avait annoncé une mobilisation « énorme » et promettait au moins 1,2 million de personnes dans les rues de plusieurs villes de France. Pour les syndicats, le pari a été largement gagné. Selon eux, 1,3 million de manifestants auraient en effet défilé à Paris et ailleurs. Le chiffre de 1,2 million correspond au pic de manifestants atteint le 31 mars. Ce jour-là, les autorités avaient de leur côté totalisé 390 000 manifestants. Hier, syndicats et autorités n'avaient toujours pas réussi à se mettre d'accord sur la façon de compter : les premiers voyaient 1 million de personnes dans les rues de Paris quand la préfecture de police en dénombrait entre 75 000 et 80 000.

Manifs dans la région

Cette journée d'action était la neuvième organisée depuis le début de la contestation contre le projet de loi dévoilé le 17 février. Mais c'était la première fois que les opposants au texte gouvernemental étaient invités à se rassembler à Paris pour une manifestation nationale. Selon la CGT plus de 600 cars avaient été affrétés dans toute la France pour assurer le transport des manifestants.

Dans le courant de l'après-midi, des incidents ont éclaté entre les policiers et plusieurs centaines de manifestants encagoulés qui s'en sont pris à de nombreux commerces (lire ci-dessous). D'autres manifestations ont également eu lieu dans plusieurs villes. Dans la région, les opposants ont défilé contre la loi à Bordeaux, Pau et Bayonne. Le péage de la Négresse à Biarritz a été bloqué, ce qui a provoqué de grosses difficultés de circulation. Au niveau national, le trafic SNCF a également été perturbé alors que les cheminots observaient leur quatorzième jour de grève. Mais, même si le taux de grévistes est reparti à la hausse hier, le mouvement semble bien s'essouffler. Pour aujourd'hui, la direction régionale prévoit d'assurer 68 % du trafic TER et table sur un trafic normal pour les TGV.

Deux autres journées d'action

Deux autres journées d'action sont d'ores et déjà prévues par les sept syndicats engagés dans la lutte contre la loi travail depuis plus de trois mois. Elles sont annoncées pour le jeudi 23 juin et le mardi 28, dans le but de prouver que la manifestation d'hier n'avait rien à voir avec un « baroud d'honneur » avant une démobilisation générale.

Les opposants à la loi El Khomri veulent en effet croire qu'ils « ne sont pas fatigués » et qu'ils sont prêts à continuer leur mouvement jusqu'au retrait du texte ou des articles les plus contestés. « Tant que le gouvernement ne bouge pas, on maintient la pression », répétait hier une fois de plus Jean-Claude Mailly, le numéro un de FO qui a rencontré la ministre du Travail la semaine dernière. L'entretien entre Myriam El Khomri et Philippe Martinez reste pour l'instant programmé pour ce vendredi.

Depuis des semaines, ils ont assuré chacun de leur côté qu'ils étaient prêts à discuter mais jusqu'à présent cette volonté affichée ne s'est jamais traduite dans les faits, au moins de façon officielle. Sont-ils capables aujourd'hui de trouver un terrain d'entente pour sortir de la crise en plein Euro de football ? Cela ne semble pas encore acquis, puisque Manuel Valls affirme toujours que l'article 2 ne sera pas changé alors que la CGT continue de réclamer, au moins, sa réécriture.

Des cortèges ont défilé à Paris (ci-dessus) et dans la plupart des grandes villes. PHOTO ARNAUD DUMONTIER/« LE PARISIEN »

« IMPUNITÉ » ET « COMPENSATION »

Le président du Medef, Pierre Gattaz, a dénoncé hier les « méthodes de la CGT et de ses affidés ». Il a également évoqué un climat « nauséabond » et un « sentiment d'impunité ». Le numéro un du Medef, qui tenait hier sa conférence de presse mensuelle, faisait notamment allusion aux actions menées par le syndicat dans plusieurs villes. Des manifestants y avaient notamment brûlé son effigie ou l'avaient plantée au bout d'une pique. « J'attends que M. Martinez condamne ces actes d'intimidation, de violence, de blocages », a-t-il insisté.

De son côté, François Asselin, président de la CGPME, a adressé hier un courrier au secrétaire général de la CGT. Il lui demande de verser « une compensation financière » aux petites entreprises victimes des blocages. Il suggère que ces compensations soient prélevées sur les fonds collectés pour venir en aide aux grévistes. Cette cagnotte dépassait dimanche les 350 000 euros, selon la CGT.

VERRIÈRES

École à louer : 1 euro

La commune passe par le site Le Bon Coin pour ne pas laisser le bâtiment en friche

PHILIPPE MÉNARD
p.menard@sudouest.fr

Verrières, 372 habitants, 1 350 hectares dont 800 plantés de vignes, au cœur de la Grande Champagne. Un multiple rural, un coiffeur, quelques artisans, un espace camping-car et, bientôt, une école vide.

À la rentrée, le village va perdre son unique classe, qu'elle gérait dans le cadre d'un regroupement pédagogique intercommunal (RPI) avec Saint-Fort-sur-le-Né. « Cela fonctionnait bien jusqu'à maintenant, mais il y a une baisse des effectifs. Et l'Éducation nationale veut éviter les situations où un enseignant est seul, estimant qu'il est vulnérable », explique le maire, Michel Desafit.

« Ce sera négociable. C'est 1 € ou plus. On ne va rien brader du tout ! Pour l'instant, on a eu deux appels »

Il s'est battu jusqu'au bout pour éviter cette triste issue. « Qu'est-ce que c'est, une école dans une commune ? C'est la vie », souligne-t-il.

Il a notamment plaidé le caractère « humain », avec une cantinière à deux ans et demi de la retraite. Peine perdue.

La commune a été intégrée dans un nouveau RPI avec Saint-Fort, Salles-d'Angles et Angeac-Champagne. Ces trois dernières se partageront les différentes classes, pour un total de 147 élèves.

Le maire de Verrières dans la classe dotée il y a deux ans d'un tableau blanc interactif. PHOTO PHLM

25 000 € de travaux en 4 ans

Amer, Michel Desafit estime que la procédure a été menée « arbitrairement ». Il s'inquiète pour le temps de trajet qui va être imposé aux enfants. « Certains vont faire 35 à 40 minutes de bus, vous croyez que c'est profitable pour un gamin de maternelle ? » Pour marquer son mécontentement, il a décidé de ne pas siéger au Sivos, le syndicat intercommunal qui va gérer le RPI.

Quoi qu'il en soit, la commune se retrouve avec sur les bras un ensemble immobilier important menacé par la friche. Le premier bâtiment date du début du XXe siècle, il avait intégré une deuxième classe il y a un demi-siècle. Il est doté d'une cour et d'un joli espace enherbé. Les locaux sont en bon état.

Ces quatre dernières années, Verrières a injecté 25 000 € pour refaire les peintures, mettre la cuisine de la cantine aux normes, doter la classe d'un « tableau blanc interactif ».

Pas question de laisser cet ensemble s'éroder et devenir « le paradis des insectes », insiste Michel Desafit.

Début juin, le Conseil municipal a cherché comment faire pour qu'il y ait une vie après la vie… La commune est prête à explorer toutes les pistes possibles. Une école « confessionnelle » ou tout type d'établissement d'enseignement ou de formation. Une maison d'assistantes maternelles ou de la petite enfance. Une entreprise de services, intéressée par la configuration des locaux, une auto-école par exemple. Ou bien encore une pépinière d'entreprises…

Appel aux anciens le 2 juillet

Pour faire connaître son offre, Verrières a choisi de passer par un site Internet devenu incontournable, Le Bon Coin. L'annonce pour cet « Ensemble scolaire en quête d'une nouvelle vie » de 250 m² est affichée avec un loyer mensuel de… 1 € ! « Ce sera négociable. C'est 1 € ou plus. On ne va rien brader du tout. Pour l'instant, on a eu deux appels », tempère le maire.

Les élus espèrent que ce mode de communication original donnera de l'écho à leur démarche. La disponibilité démarre dès juillet.

Mais avant cela, la commune et l'école ont décidé de marquer la dernière kermesse par une grande fête à laquelle sont conviés tous les anciens élèves, le samedi 2 juillet à partir de 14 heures. « Cela leur permettra de voir une dernière fois les locaux », observe Michel Desafit.

LE CHIFFRE DU JOUR

1 629 lycéens de la filière générale en Charente passent ce matin la première épreuve du baccalauréat : la philosophie. Les 525 candidats aux bacs pro (industriels et tertiaires) planchent quant à eux sur l'histoire, la géographie et le français.

Un champion du monde en visite à Cognac

SQUASH Imaginez échanger quelques balles avec Roger Federer, en remplaçant le court de tennis par un terrain de squash. C'est ce que propose le Squash de la Belle Allée, à Châteaubernard, cet après-midi. La structure, qui vient de fêter son 30e anniversaire, accueille le Français Grégory Gaultier, champion du monde en titre. Il est resté ami avec Yves Tastet, le fils du propriétaire de la salle cognaçaise, avec lequel il a ferraillé à ses débuts. Les amateurs pourront passer un moment avec lui, de 14 heures à 19 heures, avant un match d'exhibition entre les deux sportifs de très haut niveau.

Le sous-préfet de Cognac sur le départ

Olivier Maurel, sous-préfet de Cognac, vient d'être nommé secrétaire général de la préfecture de la Creuse. Le décret du président de la République officialisant sa promotion a été publié au « Journal officiel » d'hier. Olivier Maurel, 51 ans, « quittera ses fonctions dans quelques semaines », indique un communiqué de la préfecture de Charente. Il sera remplacé par Jean-Yves Le Merrer, actuellement sous-préfet de Thonon-les-Bains (Haute-Savoie). Olivier Maurel avait été nommé en janvier 2014 en Charente. Celui qui fêtera ses 52 ans le 14 août prochain présentait un profil atypique. Il avait fait toute sa carrière dans la pénitentiaire, avant d'embrasser la préfecture à l'été 2011, date à laquelle il fut détaché en qualité de sous-préfet à Ussel (Corrèze). Son successeur, Jean-Yves Le Merrer, avait été nommé en 2012 à Thonon-les-Bains après avoir occupé des fonctions similaires à Tournon-sur-Rhône (Ardèche) de 2008 à 2012 et à Lure (Haute-Saône) de 2006 à 2008. Jean-Yves Le Merrer est né en 1951 à Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne).

« Chacun son style ! »

ADMINISTRATION Le préfet Salvador Pérez quittera ses fonctions vendredi. Celui qui dit « ne pas faire de langue de bois » donne une dernière interview

Salvador Pérez laisse la place à Pierre N'Gahane, actuel conseiller du gouvernement et secrétaire général du Comité interministériel de prévention de la délinquance. PHOTO ANNE LACAUD

Il aura passé presque trois ans en Charente et il lui aura fallu à peine une semaine pour en partir. Le préfet de Charente, Salvador Pérez, est sur le départ. Lundi, il prendra ses nouvelles fonctions au sein du Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation (CSATE). Arrivé le 17 juillet 2013, il dresse le bilan de son passage.

« Sud Ouest » Dans quelques jours, vous quitterez la Charente. Quels souvenirs en gardez-vous ?

Salvador Pérez Le Festival du film francophone (FFA), bien sûr. On n'a pas l'habitude de voir ça. Et puis le Festival international de la bande dessinée (FIBD). Lors de mon arrivée, le dossier était déjà chaud bouillant !

Votre départ arrive très vite. Quand l'avez-vous appris ?

Je l'ai su la semaine dernière. Ça se fait généralement très vite, sauf pour des postes à hautes responsabilités. Je termine officiellement vendredi soir et je prends mes nouvelles fonctions lundi.

En arrivant, quelles étaient vos priorités ?

Le monde agricole d'abord. J'ai une forte sensibilité pour la terre. Il fallait aussi que je découvre le vignoble, et notamment le cognac. Et puis l'emploi. On n'a pas trop mal travaillé. La courbe du chômage s'est inversée. Elle est passée de 11,3 % à 10,1 % entre mon arrivée et mon départ.

Quels événements vous ont particulièrement marqué ?

Les attentats de « Charlie Hebdo ». C'était un moment fort. Et les moments mémoriels. Je suis très ému par les anciens combattants, j'ai un immense respect pour eux. Aujourd'hui aussi, on lutte pour un idéal, une liberté. Le 14 juillet 2015, je me souviens des 104 porte-drapeaux acclamés par la foule.

Quel est votre principal regret ?

De ne pas avoir signé le titre de transfert de l'aire de grand passage des gens du voyage, même si j'ai bien secoué le cocotier.

Vous avez piloté tout le dossier de la carte intercommunale. Déçu de ne pas en voir l'application ?

« Au bout d'un moment, on ne voit plus les tâches sur la moquette »

C'est un beau dossier, les élus ont fait un bon travail de fond. Ça fait partie du métier. On continue la chaîne.

Vous avez connu une mairie d'Angoulême à gauche, et à droite, avec deux maires aux tempéraments diamétralement opposés. Avec qui a-t-il été plus facile de travailler ?

Les deux. J'ai très bien travaillé avec Philippe Lavaud que j'avais régulièrement au téléphone, et je travaille très bien avec Xavier Bonnefont. C'est fondamental d'avoir un dialogue étroit avec les maires, mais aussi le Conseil départemental, les sénateurs… C'est le B.A. ba du métier.

Le ministère de la Culture s'est emparé du dossier FIBD après les polémiques de 2016. Avez-vous été mis sur la touche ?

Non. Le dossier était déjà très bien suivi par Fleur Pellerin. Tous les festivals qui marchent créent l'émulation, des jalousies. Audrey Azoulay a repris le dossier et lui a donné une nouvelle impulsion. Je n'avais rien reçu de Patrick Mardikian et de son projet mais un rendez-vous était calé pour fin juin. J'aurais regardé. Il n'y a pas de mauvaises visions. On les oppose alors qu'elles sont complémentaires. Il faut se baser sur les gens qui ont de l'expérience. On ne peut pas tirer d'un trait une décennie de 9e Art+. Il ne faut pas oublier que dans « festival », il y a « fiesta ».

Beaucoup de personnes louent votre accessibilité et votre sympathie. C'est la bonne méthode ?

C'est la mienne en tout cas. Je n'ai jamais changé d'un iota ma façon de faire.

Quel est votre sentiment sur votre nouvelle affectation ?

C'est une marque de confiance. Je vais évaluer la Bretagne, les Pays de la Loire et le Centre. Ce sera moins de dossiers de terrains mais autant de missions.

Quels conseils donneriez-vous à votre successeur, Pierre N'Gahane ?

De réussir, mais à sa façon. Chacun son style. Il va voir ce que je ne voyais plus. Au bout d'un moment, on ne voit plus les tâches sur la moquette. C'est le charme du métier.

Allez-vous emporter un peu de Charente dans vos valises ?

Oui, plein de liquides ! J'ai aussi de très belles photos « intimes » de certains paysages, vers La Rochefoucauld par exemple.

Vous ne prévoyez pas de « pot de départ » officiel. Vous n'aimez pas les au-revoir ?

Ce n'est pas simple en terme d'organisation, j'ai peu de temps. Je réserve mes adieux à mon personnel.

Quelles personnalités vous ont particulièrement marqué ?

Je ne veux nommer personne… Mais il y a bien Andrée Gros (résistante et déportée de la Seconde Guerre mondiale, NDLR). Et puis Sophie Marceau ! Mais surtout Cécile de France, une femme simple.

En 2013, votre première sortie officielle faisait suite à des intempéries dans le Nord Charente. Votre dernière, pour la même chose dans le Cognaçais. La boucle est bouclée ?

J'espère pour eux ! J'espère surtout que je ne porte pas malheur !

Recueilli par Sophie Carbonnel et Marie Fauvel

« J'ai vu des hommes pleurer sur le terrain »

TOUR D'HORIZON Le préfet Salvador Pérez revient sur des grands thèmes ou événements qui ont marqué ses trois ans de présence en Charente

Aire de grand passage. « Rien n'avait été fait depuis 2008. Le dossier a été remis sur les rails. Il est en passe d'aboutir. Il ne pouvait se faire ailleurs que sur un terrain de l'État. C'est pourquoi l'aire des Berguilles de Roullet-Saint-Estèphe va être aménagée. La réalisation des plans a été demandée. J'ai signé tous les éléments qui permettront à mon successeur de conclure ce dossier. »

La tempête dans le vignoble. « Ce fut une émotion très forte, j'ai vu des hommes pleurer sur le terrain, des gens déjà âgés qui devaient transmettre leur exploitation cette année. J'ai eu une réelle compassion. Alors, à côté, on allait se remuer et aider à reconstruire quelque chose. J'ai écrit et le dossier [pour le classement des communes touchées en état de catastrophe naturelle, NDLR] est parti ; si la commission dit non, ce sera non, mais on aura essayé. »

Les pesticides. « C'est une question de santé publique, de développement économique et une question environnementale aussi. Il faut traiter ce sujet dans chacune de ses composantes. Si un produit de substitution existait, tout le monde le prendrait, or on n'en connaît pas. Ce n'est pas parce qu'on ne cherche pas, il y a de grosses sommes engagées. On essaie de traiter au mieux ensemble. »

L'arrivée des migrants. « Dans ce moment-là, on reçoit dignement, en être humain. Que le maire de Confolens soit chaleureusement remercié ainsi que le directeur de l'hôpital, M. You, pour tous les moyens mis en œuvre. L'élan de solidarité qui a suivi s'est merveilleusement bien passé. Montbron a été une deuxième réussite qui se poursuit. Nous devrions certainement accueillir une nouvelle famille. »

Les attentats de 2015. « C'est brutal, c'est terrible ces familles endeuillées, on se dit que ç'aurait pu être un membre de sa famille. Puis les réflexes professionnels reviennent immédiatement, on passe en mode crise : anticipation, étude des plans, on contacte les hôpitaux, etc. Derrière, il y a le FIBD, mais les réflexes sont là, on monte les curseurs et on les a placés très haut. »

La sécurité routière. « L'an dernier, la baisse du taux de mortalité a atteint une proportion inédite, c'est le résultat d'un travail de terrain qui a payé avec les forces de l'ordre. Après, nous ne sommes pas à l'abri des comportements dangereux. »

La vigilance citoyenne. « Douze communes avaient souscrit quand je suis arrivé, elles sont quarante quand je pars. Là encore, nous sommes allés sur le terrain pour expliquer les choses. Certains pensaient qu'il s'agissait de "Big Brother" ou de délation. Ce n'est pas ça, et c'est une réussite. »

Les élections [cinq entre 2013 et 2016]. « C'est une vraie plaie : pendant six mois, on travaille en soute, on n'est pas sur le terrain. Mais c'est aussi passionnant car il faut faire des schémas, des estimations, je fais même des pronostics avec mes collaborateurs que je mets au coffre et que nous ouvrons le soir des résultats. »

L'une des dernières sorties du préfet a été dans le vignoble. PHOTO ANNE LACAUD

CHÂTEAUBERNARD

Besoin de gros bras

Les bénévoles du Secours populaire sont plutôt satisfaites : la braderie a amené son petit monde, samedi dernier, dans les locaux castelbernardins sans pour autant mobiliser les âmes charitables : aucun don n'a été fait pour les victimes des inondations.

Aujourd'hui, les adhérentes profitent de l'occasion pour lancer un appel aux mains costaudes qui font cruellement défaut à Châteaubernard.

Les personnes intéressées peuvent contacter Claudine Poncy au 06 80 40 36 87.

Les bénévoles aimeraient pouvoir compter sur le soutien de messieurs pour bricoler.

CHÂTEAUBERNARD

RECTIFICATIF

. Dans l'avis d'obsèques de

M^me^ Jeanne LÉGER,
née DAVID,

il fallait lire : **le jeudi 16 juin 2016, à 10 heures,** en l'église du bourg, à Châteaubernard.

AML PF, marbreries charentaises, Cognac, Jarnac, 15, avenue Paul-Firino-Martell (ancienne rue de Pons), 05.45.82.41.05.

FOOTBALL

Cognac s'offre la 4e place lors de son tournoi

CHÂTEAUBERNARD 46 équipes de moins de 11 ans et de 13 ans ont participé

Le tournoi national Gérard-Arsandeau organisé par l'UA Cognac Football recevait, dans cette cinquième édition, en plus des joueurs U11 (28 équipes), la catégorie U13 (18 équipes). Un tournoi qui se déroulait pour la première fois sur le complexe communautaire Claude-Boué à Châteaubernard, le week-end du 11 et 12 juin.

Angoulême l'emporte en U11

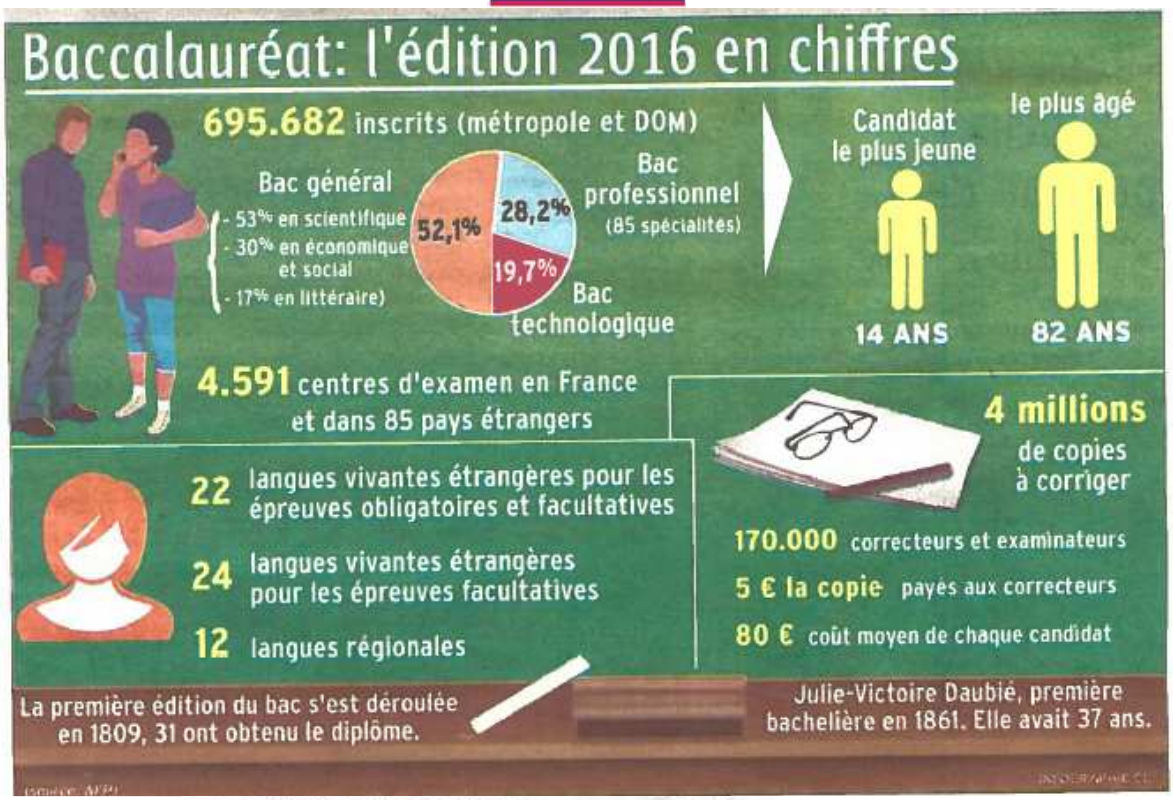
À l'heure du rangement, Romain Rigallaud, coordonnateur de la manifestation, était satisfait des retours tout en reconnaissant que le nouveau club house, non encore accessible à ce jour, facilitera grandement les choses l'année prochaine.

Après un samedi ensoleillé, un dimanche pluvieux, les finales se sont disputées en fin d'après-midi entre deux averses, où les joueurs détrempés n'ont pas démérité. Honneur aux nouveaux arrivants : les U13 ont donc ouvert le bal. Saint-Jean-d'Angély gagne le trophée en battant Saint-Genis-de-Saintonge, Saintes arrive 3e. Chez les U11 : Angoulême remporte le tournoi contre Carquefou, Toulouse se classe en 3e position. Cognac réalise un beau doublé en terminant 4e dans les deux catégories.

Sandra Balian

C'était la 5e édition du tournoi de football. PHOTO MICHEL AMAT

Charente Libre



ROTARY DE COGNAC

10 000 € pour financer des projets innovants

Pour la période 2016-2017, la 2e bourse CPAJ offerte par le Rotary club de Cognac sera de 10 000 €.» Annonce de Jean-Marc Olivier, le porte-parole du Rotary club de Cognac, qui lance officiellement son appel à candidatures aux porteurs de projets innovants, âgés de 18 à 30 ans.

Ce coup de pouce aux jeunes (CPAJ), récompense des initiatives originales en matière d'artisanat ou métiers d'art, audiovisuel, cinéma, musique, numérique, sport, social, citoyenneté, vie locale ou humanitaire... Seule condition, que le projet à financer prenne corps dans le périmètre des CDC de GrandCognac et Grande-Champagne. L'argent octroyé par le Rotary provient toujours de la manne de 300 000 €, réduite à 120 000 € pour le club de Cognac, résultant de la vente aux enchères record de 1 008 bouteilles de cognac à un Chinois en 2013.

Après avoir retiré un dossier de candidature auprès du Rotary de Cognac (1), chaque postulant doit l'y déposer avant le 15 juillet. «*Comme quand on demande un prêt à la banque*», commente Joël Bergeot, président du Rotary de Cognac. D'autres critères comme l'utilité sociale du projet, son impact local, son réalisme dans le contexte socio-économique, entrent en jeu.

Joël Bergeot, président du Rotary de Cognac et François Dutheil. Photo CL

En 2015, trois candidats à cette bourse sur une quinzaine, avaient été sélectionnés par le jury et deux d'entre eux définitivement retenus. Ambre Aiguillon, 18 ans, lycéenne à Jean-Monnet, qui, en parallèle de ses études progresse dans le championnat national de tennis et rêve de devenir professeure de tennis. Loïc Adol et William Fabre, qui ont mis au point une planche à roulettes motorisée tout terrain et souhaitent commercialiser leur production.

(1) Contact par mail: contact@rotary-cognac.org. Site web: www.rotary-cognac.org

Lecture: la Charente bonnet d'âne

■ La Charente se place au 4e rang des départements ayant les plus importantes difficultés de lecture

■ Pourquoi nos jeunes sont-ils plus touchés ?

■ Qu'est-ce qui est mis en place pour faire baisser ce taux ?

Amandine COGNARD
a.cognard@charentelibre.fr

Tamerlan et Yoan, élèves de CP à l'école Jean-Moulin de Soyaux, participent chaque jour au club Coup de pouce mis en place par la mairie. Photos Phil Messelet

Ils sont 12,37 % de jeunes charentais de 17 ans à rencontrer des difficultés de lecture, un taux bien supérieur à la moyenne nationale, 9,9 %. La Charente est le 4e département de France à accuser le plus de difficultés de lecture. C'est ce que révèle la dernière étude de la Depp, Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, basée sur les tests effectués lors des journées défense et citoyenneté (JDC).

«La Charente a surtout un fort taux de jeunes ayant de très faibles capacités de lecture, 7,7 % contre 5,6 % au niveau national, analyse Fabienne Rosenwald, directrice de la Depp. *Cette catégorie regroupe les personnes ayant un niveau lexical correct à l'oral mais qui ne comprennent pas ce qu'elles lisent.»* Les garçons sont plus touchés que les filles. 9,3 % des garçons sont dans cette catégorie, contre 6 % des filles. *«Cette catégorie n'est pas considérée comme de l'illettrisme,* précise Fabienne Rosenwald. *En Charente, 4,7 % des jeunes de 17 ans sont illettrés, contre 4,3 % au niveau national. Ces jeunes-là ont de sévères difficultés de lecture mais aussi un déficit important de vocabulaire.»*

Alors que faire pour prévenir ces difficultés ? L'Education nationale a décidé de mettre plus de moyens en Charente. *«Bien que ce soit le plus petit département, il bénéficie du plus grand nombre de dispositifs "plus de maître que de classe", mis en place en CP, CE1 et CE2,* note Dominique Bourget, le directeur académique. *Et pas seulement dans les zones prioritaires, on en a aussi déployé en zone rurale à Roumazières, Chalais...»* La Charente compte déjà 19 postes et en aura deux supplémentaires à la rentrée prochaine.

Scolariser plus tôt

Il insiste également: *«Il faut traiter le problème dès le plus jeune âge, notamment en accueillant les enfants de moins de trois ans à l'école. En partenariat avec la CAF, on tente de détecter les familles où les enfants sont les plus éloignés de la culture scolaire et on leur propose cet accueil précoce».* 14 classes de pré-maternelle ont déjà été implantées à Fléac, Chasseneuil, Soyaux, Chazelles, Villefagnan, Angoulême... Et deux nouvelles ouvriront à la rentrée.

«Grâce à cet effort, la Charente a un taux de scolarisation à 2 ans de 16,5 % contre 11,5 % au niveau national, chiffre Fabienne Rosenwald. *Dans les zones prioritaires, ce taux grimpe à 37,5 %, contre 17,5 % pour la France.»*

Au niveau du CP, les mairies tentent aussi d'apporter une aide aux devoirs à certains enfants plus fragiles. Des clubs Coup de pouce fleurissent depuis 10 ans un peu partout en Charente. Soyaux en compte déjà 10.

Un Coup de pouce en CP

«Quatre soirs par semaine, six enfants passent une heure et demie avec une animatrice formée par l'association Coup de pouce, décrit Xavier Favre, professeur à l'école Jean-Moulin à Soyaux. *Ce ne sont pas forcément des enfants en difficulté, mais qui pourraient le devenir, parce que le contexte à la maison n'est pas forcément propice à l'apprentissage. Parce que les parents ont des horaires décalés, parce qu'ils ne parlent pas le français ou parce que le logement est très petit...»*

Le déroulé des séances est très codifié: 20 minutes de goûter, 15 minutes d'aide aux devoirs, 30 minutes de jeu d'éveil, et 15 minutes de lecture d'une belle histoire. *«Pour leur donner envie de savoir lire».* Parfois, il y a des surprises, comme lundi, où Amandine Guérin, gardienne de l'ASJ Soyaux est venue leur rendre visite.

«Les bénéfices de ces clubs sont flagrants», assure le professeur. Plus de 80 % des enfants ayant participé à un club Coup de pouce ont ensuite une scolarité normale, constate Maria Timana, coordinatrice du programme de réussite éducative de Soyaux.

Au collège, puis au lycée, de nombreux dispositifs d'enseignement adapté sont mis en place: classes relais, Segpa (Sections d'enseignement général et professionnel adapté), Paqi (Pôle d'accompagnement à la qualification et à l'insertion)... Au collège Romain-Rolland de Soyaux, classé Rep (Réseau d'éducation prioritaire), les professeurs expérimentent depuis deux ans un dispositif pédagogique innovant avec les 6e: le Maclé, module d'approfondissement des compétences en lecture et écriture. *«Il s'agit d'un apprentissage intensif du français, à raison de 3 heures par jour pendant trois semaines»,* décrit Rodolphe Maissin, professeur de Segpa. *«L'objectif de cette méthode est que l'élève soit toujours en réussite et que chacun progresse»,* explique-t-il. Pour cela, tous les élèves passent une évaluation qui permet de créer des groupes de 8-9 élèves de niveau homogène. *«Sur les 8 groupes formés cette année, quatre avaient d'importantes difficultés de lecture, ils lisent à haute voix, mais ne comprennent pas ce qu'ils lisent».* Le Maclé part d'exercices faciles pour eux, puis monte en puissance. *«À partir d'un certain seuil de compétences en lecture, on peut ensuite progresser seul, très vite,* décrit le professeur, *mais il faut leur faire atteindre ce seuil».*

Les difficultés de lecture à 17 ans

CHARENTE		NATIONAL
12,4% ont des difficultés de lecture		9,9% ont des difficultés de lecture
4,7%	Difficultés sévères	4,3%
7,7%	Très faibles capacités de lecture	5,6%
8,0%	Lecteurs médiocres	9,4%
79,6%	Lecteurs efficaces	80,7%

Source : Depp (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance)

INFOGRAPHIE CL

Pourquoi de tels scores en Charente ?

«Les raisons sont multiples, assure Dominique Bourget, le directeur académique. *La Charente cumule les fragilités: précarité économique, fragilité culturelle, vieillissement de la population...»* Un constat que partage Fabienne Rosenwald qui l'étaye de quelques chiffres clés. En Charente, 41 % des jeunes de 0 à 17 ans sont d'origine défavorisée (parents ouvriers ou sans-emploi), contre 35 % dans la Vienne ou en Charente-Maritime et 36 % au niveau national. À l'inverse, seuls 14 % de ces 0 à 17 ans sont d'origine très favorisée, contre 16 à 18 % dans le reste de l'académie et 21 % au niveau national.

«La Charente compte également de nombreux cantons ruraux à revenus plutôt faibles, décrit la directrice de la DEPP. *Et dans les villes, Cognac et Angoulême, les difficultés d'accès à l'emploi sont importantes».* À Angoulême, en 2011 (derniers chiffres Insee), la part des demandeurs d'emploi était de 14,8 % contre 8,9 % au niveau national.

Le taux de pauvreté des jeunes de 0 à 17 ans confirme une précarité supérieure à la moyenne. En Charente, il est de 22 %, contre 20 % au niveau national.

«Une fois adulte, c'est plus difficile»

Dans une petite salle de l'Irfrep, rue de Paris à Angoulême, Christelle Menot, formatrice, note au tableau une vingtaine de mots en rapport avec le train. Face à elle, une dizaine d'adultes recopient les mots sur leur cahier, avant d'entamer la lecture d'un texte. *«Mineurs isolés, mères de famille, demandeurs d'emploi... Ils viennent trois quatre demi-journées par semaine apprendre à lire et écrire»,* décrit la salariée de l'organisme de formation de la Ligue de l'enseignement Poitou-Charentes. C'est à cet organisme que la Région a confié son programme Clés des savoirs citoyens, destiné à lutter contre l'illettrisme des adultes. *«Une fois adulte, apprendre à lire est encore plus difficile. Ils ne peuvent pas passer par les lettres et les syllabes, il leur faut du sens,* décrit la formatrice. *Alors, chaque jour, on s'attelle à des thèmes différents et très pratiques: lire une ordonnance de médecin, des horaires de bus...»*

Christelle Menot, formatrice à l'Irfrep.

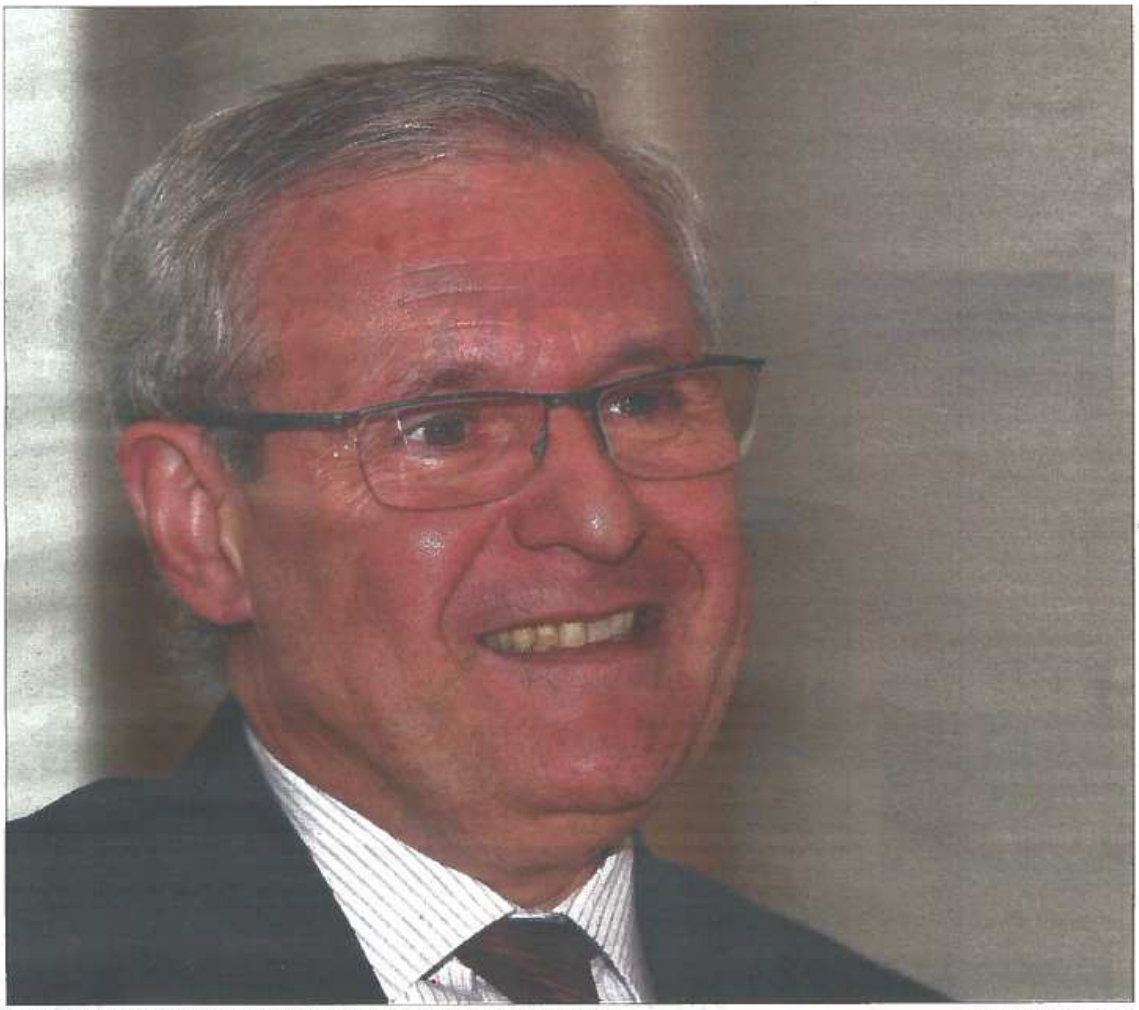
Pour Fatiha, 37 ans, arrivée en France il y a 5 ans, ces cours sont *«une chance. Toute seule à la maison, je n'apprenais pas, et je ne pouvais pas aider mes enfants pour leurs devoirs»,* explique-t-elle, un grand sourire aux lèvres. *«Il faut aussi que je sache lire pour pouvoir passer le permis»,* assure-t-elle.

Salvador Pérez

«Notre rôle, c'est aider»

■ Vendredi, Salvador Pérez, le préfet, quittera la Charente au terme d'un mandat de trois ans
■ Migrants, sécurité routière, Festival BD, gens du voyage, crise agricole, il fait le tour des dossiers.

Ismaël KARROUM
i.karroum@charentelibre.fr



Salvador Pérez: «Que les gens s'écoutent, trouver un compromis. C'est le cœur de notre métier». Photo archives Phil Messelet

Vendredi, à 17h, il lui restera les souvenirs de trois années en terre charentaise. Il partira au Conseil supérieur de l'appui territorial et de l'évaluation (CSATE), une structure dont la mission principale est d'évaluer le travail des préfets, les valises chargées de «*liquide*» et de deux cartons de BD. Dont des Black et Mortimer, dont il est passionné. Salvador Pérez ne pourra plus saluer, chaque matin, le buste de Napoléon de la préfecture, magnifique sculpture en marbre de Carrare qu'il a exhumé des collections du musée d'Angoulême et fait restaurer.

A l'heure de partir, quels souvenirs garderez-vous de la Charente ?

Salvador Pérez. Avant tout des rencontres et des moments forts. Après les attentats de *Charlie Hebdo*, je retiens l'hommage rendu par le festival et celui de la population, immense, auquel je me suis associé. C'est rare de voir un préfet dans la foule, anonyme. C'était fort, intense. Je me souviens aussi de l'hommage rendu aux anciens combattants, un 14 juillet, avec 104 porte-drapeau que l'on a fait défiler en tête de cortège. C'était émouvant. Mais il y a aussi ces instants, il y a trois semaines, avec un viticulteur en larme devant sa récolte ravagée. Il pleurait en me tenant la main. Ça marque.

> J'ai un profond respect pour ces (...) petits éleveurs, qui travaillent des heures et des heures et n'ont même pas l'équivalent du RSA.

Et au niveau des rencontres ?

Andrée Gros *[la résistance charentaise, NDLR]*. Elle dégage une force extraordinaire. Quand on sait par où elle est passée, que l'on voit sa force spirituelle, on ne peut qu'être admiratif et ressentir un immense respect.

Vous vous êtes fortement impliqué dans le dossier de l'accueil des migrants, à Confolens et Montbron, et les maires de ces communes ont loué votre aide.

Je suis un fils d'immigrés. Pérez, ça n'a rien de suédois. Je suis un fils de l'immigration, issu de l'école républicaine. En tant qu'homme, au-delà de mes fonctions et des instructions, je ne pouvais pas rester insensible. Et j'ai reçu un écho formidable de la part des élus. Il fallait du courage pour s'engager ainsi. Ils ont entendu certaines choses... Biiip. Mais nous avons fait notre devoir. On a su venir en aide à ces familles, touchées par la tristesse et la fatigue. On leur a offert un moment de répit. Et c'est ce qui est le plus important. Du répit. Ensuite, on a pu travailler avec eux.

Ceux qui ne vous ont offert aucun répit, ce sont les acteurs du festival de la BD, Comme pour vos prédécesseurs, c'était votre sparadrap du capitaine Haddock.

C'est exactement ça. Mais connaissez-vous un festival qui marche et qui n'a pas ces soubresauts. Regardez Cannes ! S'il y a des soubresauts, c'est que ça marche bien, youpi ! Ce festival est bien installé et les gens l'aiment. Mais même si le FIBD est un beau quadragénaire, rien est acquis et il ne faut pas penser qu'il faut faire aujourd'hui comme on faisait il y a 43 ans. Il faut évoluer et c'est le sens de la mission du médiateur. Il ne faut pas tout jeter, un travail remarquable a été fait mais il y a aussi des professionnels qu'il faut écouter.

Pensez-vous que les gens autour de la table ont envie de s'écouter ?

C'est le travail de la médiation et du préfet. Que les gens s'écoutent, trouver un compromis. C'est le cœur de notre métier.

Quel dossier vous laisse de l'amertume ?

Celui de l'aire de grand passage pour les gens du voyage. Depuis 2008, le plan départemental est caduc. On l'a pris à bras-le-corps, avec le conseil départemental qui a eu le courage de le porter politiquement. J'étais convaincu de pouvoir signer l'arrêté d'ouverture au début de cette année. Mais il y a eu des heurs et malheurs, on est sur l'achat de terrains privés. Il y a eu trop d'impératifs, ça ne s'est pas fait. J'ai donc repris la main et débloqué un terrain de l'Etat, aux Berguilles, à Roullet. On va y faire l'aire de grand passage ainsi que l'aire d'accueil des poids lourds, qui n'avait pas encore été faite. Les deux seront dans le prolongement, sans mélange. Cette aire, qui n'accueillera de grands passages que quelques semaines dans l'année, pourra servir le reste du temps à tout autre chose: accueillir des cirques, des manifestations, des animations.

Vous vous êtes montré très présents sur le bord des routes, quitte à passer pour le père Fouettard de la sécurité routière.

Et je crois que j'ai le record à la baisse du nombre de morts sur les routes sur un an *[14 en 2014, NDLR]*. L'objectif, c'était de traquer les comportements déviants. Et on l'a encore vu ce week-end: rouler à 170, c'est hallucinant *[il fait référence à l'accident de Chabanais, NDLR]*. C'est pour ça que l'on m'a beaucoup vu sur les bas-côtés, auprès des forces de l'ordre. On a su mobiliser jusqu'à 7-8 services de l'Etat pour des contrôles ciblés. Et vous avez vu le nombre d'infractions ? 400 en quelques heures la dernière fois ! C'est ce chiffre qui devrait interpeller le public.

Vous sembliez très proche du monde agricole, aussi.

J'ai un profond respect pour ces gens qui se lèvent extraordinairement tôt. Il faut voir dans quelles conditions ils œuvrent. Je ne parle pas des grandes fermes, mais de ces petits éleveurs, qui travaillent des heures et des heures et n'ont même pas l'équivalent du RSA.

Quel peut être le rôle du préfet, pour ces gens ?

Les aider pour leurs dossiers, par exemple. Comment peuvent-ils remplir des dossiers de 25 pages avec tout ce qu'ils ont déjà à faire. C'est tout le travail mis en œuvre par la DDT *[Direction départementale des territoires]*, en collaboration avec la chambre d'agriculture. On mouille le maillot. C'est ça le rôle de l'Etat. Aider, et non pas être censeur, ou simple contrôleur. C'est ce que je dis toujours aux équipes: notre mission, c'est de l'ingénierie et du conseil, être facilitateur.

D'ici à vendredi, vous allez vraiment signer vous-mêmes 1.300 diplômes de médaille du travail ?

Et encore, vous ne savez pas que j'ai déjà signé 600 autres diplômes, médailles du sport et autres. Quand j'ai indiqué que je signerai tous les diplômes moi-même, on m'a regardé avec de grands yeux et on m'a dit qu'il y avait un tampon pour ça. J'ai refusé. Pour la personne qui le reçoit, c'est une marque de reconnaissance et de respect. Je le fais, au nom du ministre. Je tiens à ce que ce ne soit pas un tampon, mais ma propre signature. Les gens le méritent, alors je le fais, comme un seul homme.

Olivier Maurel,

le sous-préfet de Cognac (Photo Phil Messelet), va quitter la Charente dans les prochaines semaines. Il a été nommé secrétaire général de la préfecture de la Creuse par décret du président de la République en date du 13 juin 2016. Titulaire d'un DESS de criminologie, ancien des services pénitentiaires, ce sportif âgé de 51 ans, était arrivé à Cognac en février 2014. Très investi dans les dossiers du territoire, cet auteur de polars va laisser un vide, pas seulement en raison de sa grande taille. Il sera remplacé par Jean-Yves le Merrer, actuellement sous-préfet de Thonon-les-Bains en Haute-Savoie.

CHÂTEAUBERNARD

Spectacle pour enfants à la médiathèque demain. Christine Knaub, de la Compagnie Torrent'ciel, propose demain «Le Cadeau», un spectacle pour les moins de 3 ans, à partir de 10 heures à la médiathèque. Inscription au 05 45 32 76 76.